

BILAN D'UNE CRISE ANNONCÉE

Changer pour



À VENDRE.

Aux USA, des millions de gens ont perdu leur maison.

« **D** EPUIS trente ans de domination du système actuel, il est difficile de s'exprimer en dehors de la doctrine, d'être militant alors que le milieu ambiant est de plus en plus arrogant » s'insurge Riccardo Petrella, l'homme « poile à gratter » du libéralisme triomphant. Dès qu'un scientifique ou un homme politique remet en cause le capitalisme, on le taxe aussitôt de communisme. Pour Petrella, le « capitalisme financier mondial de marché » a conduit à la crise énergétique, au désastre alimentaire, aux catastrophes du climat. Et il a reconnu « son incapacité à éradiquer la pauvreté dans le monde ».

Malgré tout, ses champions continuent à le défendre corps et âme. « Pour eux, il n'y a pas d'alternative. Si on conteste, c'est qu'on veut rétrograder. Ils veulent faire croire que le bien-être de nos sociétés est dû au capitalisme ! Mais c'est tout le contraire : c'est le Welfare State (développé entre le krach américain et la deuxième guerre mondiale), l'État-providence qui a contribué au bien-être alors que le capitalisme a causé un appauvrissement général... Dire que le capitalisme est la panacée est

« Qu'est-ce que vous attendez pour voir qu'on est déjà dans le gouffre ? Faut-il des milliers de suicides de petits spéculateurs, des millions de pauvres en plus ? »

« Il faut changer ». Depuis qu'il y a crise, le mot est sur toutes les lèvres. Le capitalisme sauvage et triomphant est à l'heure du bilan. Et il n'y a pas de quoi être fier. Surtout que, cette fois, tout le monde en prend pour son grade. « Changer », d'accord. Mais pour permettre une nouvelle fois aux riches d'être plus riches et aux pauvres de perdre encore davantage ? *L'appel* essaie de comprendre. Et de défricher des pistes...

une théorie dangereuse, une mystification intellectuelle, culturelle et scientifique ! » tempête le professeur de l'UCL, sans se départir de son habituelle bonhomie. Il dénonce que bien-être social soit désormais lié à la capacité d'achat et fonction du capital accumulé. « On a réussi à faire croire aux gens que si on avait un pouvoir d'achat, alors on était citoyen ! », s'exclame-t-il.

L'UNION EN CAUSE

Pour Riccardo Petrella, la situation actuelle réunit donc tous les éléments d'une crise majeure : capitalisme à outrance, perte des valeurs, faute politique due à l'absence de mémoire et retombées qui mènent au « sauve-qui-peut » général. Et l'Union européenne, d'où pourrait venir la solution, porte une grande part de responsabilité. « Cette Europe-ci est délibérément contre les gens ! », s'écrie-t-il en fulminant contre l'institution qui a inventé le principe d'indépendance politique de la Banque centrale (BCE). « C'est anti-démocratique ! Le Parlement européen n'a aucun contrôle sur la BCE. Personne ne peut lui donner

ne pas couler

instruction. Le Parlement a timidement demandé à voir Jean-Claude Trichet, son président, pour se faire expliquer la situation... et il n'a même pas reçu de réponse ! » Indépendante des pouvoirs politiques européens, la Banque Centrale n'est cependant pas indépendante vis-à-vis des marchés financiers sur lesquels elle n'a guère qu'un pouvoir d'adaptation...

OUVRIR LES YEUX

L'explosion de la bulle a eu des effets sur l'économie virtuelle. Mais on en voit maintenant les effets sur l'économie réelle. « Pourtant, des gens comme Didier Reynders continuent à nous dire que ce système est le bon. À la chute de l'empire romain, certains continuaient aussi à apercevoir des Barbares au loin, alors qu'ils étaient partout dans les murs. Ici, on en est encore à se demander si on est sur le bord du gouffre. Mais moi je dis : qu'est-ce que vous attendez pour voir qu'on est déjà dans le gouffre ? Faut-il des milliers de suicides de petits spéculateurs, des millions de pauvres en plus ? »

Pour l'économiste italien, c'est le manque de leçons du passé qui aggrave la situation. « Les autorités, au lieu d'être sages, prennent des décisions dans l'urgence. Et puis, ils vont se rendre compte qu'il y a des conséquences sur l'économie réelle, comme si c'était une nouveauté ! ».

Pourtant, les crises spéculatives ne sont pas récentes. On en connaît de la crise de la tulipe qui a touché les Pays-Bas en 1637 à la crise de 1989 en passant par le krach de 1929. « C'est une caractéristique de ce type de crise : le passé, la mémoire ne servent à rien. La crise financière n'apprend rien du passé. On a beau mettre en garde, les autorités pensent toujours que maintenant c'est mieux, il y a la technologie, une économie plus développée... et c'est l'effondrement ! ».

UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Enfin, le dernier élément de la faillite est le sous-régionalisme. « Dès que les retombées sont avérées, c'est le sauve-qui-peut, le chacun pour soi », soutient R. Petrella qui se prononce pour un « Conseil de la sécurité mondiale », pour promouvoir une nouvelle architecture économique-financière et politique de la planète. Les mesures urgentes ne seront efficaces que si elles sont prises

non pas à l'échelle d'un pays mais au niveau mondial. Et parce que « c'est l'Europe qui a su inventer une démocratie supranationale et qui pourrait montrer que la coopération fonctionne, l'Union européenne devrait montrer l'exemple plutôt que d'être une bête réaffirmation des États-nations ».

L'AVENIR

Selon l'économiste, l'avenir dépend donc des choix des dirigeants, « qui devraient revenir aux fondements de la société : l'affirmation que c'est le droit à une vie décente qui est l'objet politique. Il faut aussi une recreation d'un véritable service public et réorienter l'économie mondiale vers le bien commun : santé, alimentation, éducation, énergie, climat... Enfin, il faut permettre un contrôle sur les mouvements de capitaux et un système d'évaluation du financier. »

Le changement doit ensuite venir de la mobilisation des citoyens. « Le seul élément positif de cette crise, c'est qu'un nouveau lobbying politique est possible... Tous ces mouvements qui s'occupent de droits de l'homme, d'agriculture, de climat, etc. doivent maintenant travailler ensemble. » ■

Propos recueillis par Annelise DETOURNAY



PETRELLA.

« La crise financière n'apprend rien du passé. »

HARO SUR LE VIRTUEL

« La source de tous les maux se trouve dans la part toujours plus importante de l'économie virtuelle par rapport à l'économie réelle. » Celui qui tire cette conclusion sans appel, c'est le Réseau de Financement Alternatif (RFA) (1). « À l'heure actuelle, moins de 2,5% des échanges monétaires concernent des échanges de biens et services !, s'exclame Laurence Roland, chargée de communication du RFA. Nous souhaitons donc un retour à une économie réelle, avec un investissement éthique qui se fait dans la durée et pas uniquement dans un but spéculatif et à court terme. »

À ces investissements socialement responsables, le Réseau ajoute un second principe à activer d'urgence : la modération actionnariale. « Aujourd'hui, on a estimé que le bénéficiaire doit d'abord aller à l'actionnaire. Mais on oublie complètement la réalité sociale et économique ! Quand il y a un licenciement massif quelque part, le cours de l'action décolle... Mais le trader qui investit est complètement déconnecté de la réalité sociale... Il y a là un énorme problème de société. »

(1) Le RFA rassemble 70 associations pour « concilier argent, éthique et solidarité afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine »

SPÉCULER ? UNE SIMPLE TECHNIQUE

« C'est l'éconon

Jusqu'où peut aller la capacité de rembourser ?
Georges Hübner,
professeur de gestion
financière à Liège,
explique les techniques
financières.



AU HASARD.

La crise mêle irrationalité et manipulations.

« Le courtier qui vend des assurances à des gens insolubles prend une responsabilité importante. Mais lui ne s'en préoccupe pas. Il prend sa commission et rentre chez lui, tranquille. »

– Les spéculateurs sont montrés du doigt. Quelle est leur responsabilité ?

– Le spéculateur est quelqu'un qui dispose d'une information qui n'est pas reflétée dans le cours de l'action. Il a une vision de ce que le cours de l'action devrait être, soit plus haut, soit plus bas que son prix actuel. Il s'engage dans une négociation (achat-vente) qui vise à lui faire gagner de l'argent sur base de cette information.

– On les désigne responsables du fait que la Bourse n'a plus rien à voir avec une économie réelle...

– « Marché réel ou marché fictif ? » est une fausse question. En réalité, le marché financier est ce qui permet de retarder ou de modifier les décisions de consommation. Je consomme ou je vends ? Il y a

S I LES MAUVAISES créances américaines n'avaient pas existé, la crise aurait-elle été si grave ?

– Les subprimes n'ont été qu'un déclencheur. Car le ver était dans le fruit. Au départ, la crise est 'seulement' une crise immobilière aux États-Unis. Et personne n'imagine alors la courroie de transmission que la sphère financière va apporter à cette crise. Pourtant, cette dernière sera démultipliée parce que les risques ont été démultipliés à cause du recours à certaines techniques comme l'endettement. On considérait que les gens avaient une capacité de remboursement grâce à la valeur du bien qu'ils achetaient. Mais on a oublié que les arbres ne grimpent pas jusqu'au ciel. Les capacités de remboursement étaient de moins en moins avérées.

– Comment se fait-il que les agences de notation, chargées de l'évaluation des titres de dettes émis par les entreprises et les banques, se soient à ce point trompées ?

– Il y a peut-être eu des conflits d'intérêt, mais probablement pas de tricherie. C'est un problème de fiabilité des méthodes, de complaisance aussi... Les agences doivent noter un produit lié à un marché qui n'a jamais cessé de croître. Elles en concluent qu'il n'y aura jamais de problème. Donc, elles donnent des notes très élevées à des produits soumis au risque d'éclatement de la bulle immobilière.

...nie Casino ! »

des gens qui veulent consommer tout de suite et qui n'ont pas les moyens, donc ils empruntent. Et il y a des gens qui ont les moyens et ne veulent pas consommer tout de suite. Grâce à la spéculation, l'information est rapidement reflétée dans le prix. Les flux positifs et les flux négatifs se cristallisent dans un prix d'équilibre. C'est ce qu'on appelle l'économie de l'information. Sans spéculation, on naviguerait à vue.



GEORGES HÜBNER.
Arriver à un cercle vertueux ?

– *Mais quand il y a panique, on n'est plus dans l'économie réelle ?*

– Parce que l'irrationalité se mêle à une manipulation plus ou moins visible de la part de professionnels. Ils tentent d'orienter des cours soit par des rumeurs infondées, soit par des comportements comme la vente d'un grand paquet d'actions, ce qui instille un comportement de désordre. C'est pourquoi les autorités de marché ont maintenant interdit les « ventes à découvert » (vente d'une action qu'on n'a pas encore). Cet outil de spéculation est un comportement normal par temps ordinaire. Mais, dans des circonstances de folie exubérante, il met de l'huile sur le feu.

– *Certains tirent tout de même les marrons du feu...*

– C'est vrai que, même si la crise immobilière est un déclencheur, la racine du mal se trouve ailleurs. Dans le fait que des employés se trouvent dans des situations où ils ne doivent pas assumer les conséquences de leurs actes. Et même si ces actes ont des implications dramatiques. Le courtier en assurance qui vend des assurances à des gens insolvables prend une responsabilité importante. Mais lui ne s'en préoccupe pas, il prend sa commission et rentre chez lui, tranquille. Si le trader gagne, il a

des bonus extraordinaires. Mais s'il y a un malus, il ne va pas payer. À la limite, il se fait virer. Mais une autre boîte va le reprendre sur base de son expérience. C'est l'économie casino.

– *Il faut donc revenir à la responsabilité personnelle au niveau de tous les intervenants d'une transaction ?*

– Le secteur financier s'est toujours dit : « Le monde a besoin de nous, la fonction financière est primordiale pour l'économie, la faillite serait une catastrophe, donc cela n'arrivera jamais, on peut prendre tous les risques. » Et on voit que les États doivent éponger, c'est-à-dire la collectivité.

– *Que pensez-vous des placements éthiques ? Apportent-ils une sécurité différente ?*

– Une caractéristique fondamentale de l'individu est d'être cupide même s'il essaie de s'en défendre. On préfère plus à moins et pour le même prix, on prend ce qui rapporte le plus. Le capitalisme actuel est conçu sur ce principe. Ce qui serait bien, c'est d'arriver à un cercle vertueux : puisqu'un investissement éthique ne cause pas de désagrément par rapport à un investissement non éthique, pour le même prix, autant aller vers l'éthique.

De ce point de vue, la crise pourrait être l'occasion d'une remise à plat complète. Je souhaite voir apparaître une charte de rémunération et d'adhésion à certains principes et comportements qui empêchent les délits. Le code Lippens existe déjà, qui est un vade-mecum des principes de bonne gouvernance d'entreprise. Mais visiblement, il ne va pas assez loin. ■

Propos recueillis par Godelieve UGEUX

BONNES RÉOLUTIONS ?

« Il faut mettre en question des pratiques aussi fondamentales que le rôle des conseils d'administration, la rémunération des traders, le système de contrôle des risques, l'affectation des fonds propres des institutions financières, la transparence et la légitimité des comptabilisations hors bilan. Il ne fait aucun doute que nous entamons une révision des réglementations de grande envergure. »

Georges UGEUX, PDG de Galileo Global Advisor, au colloque *Comment financer les entreprises* organisé par Creawall en juin 2008.

FAITS

RECORD. L'Ancien et le Nouveau testaments ont été lus intégralement en direct durant six jours et sept nuits à la télévision de la Cité du Vatican. Par cette initiative, 1.500 croyants espèrent figurer au *Livre des Records*. Avec le soutien du pape Benoît XVI qui a donné le coup d'envoi de l'opération avec une lecture de la Genèse.

ISRAËL. Le Bureau du tourisme israélien vient de lancer une campagne en Belgique destinée à sensibiliser les catholiques à la beauté d'Israël. Ce pays veut ainsi rappeler aux Belges qu'Israël est le berceau de leur religion.



CODÉART.

Cette association a été créée il y a vingt ans par un groupe de bénévoles pour soutenir une action de développement en Haïti. Elle a depuis fourni puis encouragé la production locale et l'utilisation d'équipements pour la production d'huiles et d'énergie, toujours en Haïti, mais aussi aux Togo, Rwanda, Pérou et Madagascar.

NUIT BLANCHE. Onze églises ont participé à la 7^e « Nuit blanche » organisée à Paris. L'occasion de dialoguer avec un public nouveau, à condition que les œuvres accueillies comportent une dimension spirituelle. « C'est une belle occasion de rencontrer avec un public différent de celui qui assiste habituellement aux offices », a expliqué le père Luc Forestier, curé de Saint-Eustache.

PASSER L'ÉPONGE ?

« Il faut réguler, mondial s'il vo

Les États ont pris des décisions au cœur de la crise financière. Avec des moyens suffisants ? Passée l'urgence, l'avenir doit être voué à la régulation. Au niveau mondial.

GOUVERNEMENTS, banques centrales et organismes de contrôle ont été très actifs ces dernières semaines. En Belgique, les comportements des gouvernants a été tout à coup bien moins statiques que tout au long de « l'autre crise », celle qui concerne la réforme de l'État ou la défense du pouvoir d'achat des citoyens. Les commentaires n'ont pas tardé à fuser : « *L'État belge n'avait pas cent millions d'euros pour aider les petites gens à maintenir leur pouvoir d'achat. Mais pour sauver les banques, il trouve cinq milliards en quelques heures.* »

La recherche d'une coordination, voire d'un front commun des États a bien sûr été à l'ordre du jour de la réunion du G7 et du Sommet européen. À Paris, avec ses collègues italien, britannique, allemand et des responsables européens, Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'Union européenne, a annoncé l'engagement à soutenir les banques, en précisant : « *Chacun le faisant avec les moyens qui lui sont propres, mais en coordination* ». Sous la pression de l'Allemagne, il a par contre abandonné l'idée de créer un fonds européen comparable au plan Paulson, voté non sans peine à Washington avant les élections présidentielles du 4 novembre. Les États-Unis se sont ainsi doté de la possibilité de pouvoir dépenser jusqu'à 700 milliards de dollars d'argent public afin de permettre aux banques américaines de se défaire de leurs créances dou-



LA CRISE.

« La finance est devenue plus globale que la souveraineté des États. »

D'URGENCE, DES LIQUIDITÉS

Mais que faut-il penser de ce qu'ont fait les dirigeants politiques, dont les Belges ? « *Par rapport aux banques, les États remplissent deux missions, rappelle Marcel Gérard, professeur d'économie aux Facultés universitaires de Mons et de Saint-Louis, ainsi qu'à l'UCL. La première consiste à contrôler le fonctionnement des banques. Cela se fait en Belgique à*

travers la Commission bancaire, financière et des assurances (CBFA) avec plus ou moins de bonheur, car celle-ci doit à la fois être indépendante des banques qu'elle contrôle et entretenir avec elles des relations de confiance. La deuxième mission des États est de prêter des liquidités aux banques, via leur banque centrale – la Banque nationale de Belgique –, moyennant intérêts et garanties. »

Mais ces derniers temps, les banques centrales n'ont pas pu empêcher les banques de connaître des problèmes de liquidités à la suite de décisions risquées. De sorte que les gouvernements ont dû apporter en urgence des liquidités par la prise de participations – les cas de Fortis et de Dexia – ou à travers des nationalisations plus ou moins importantes. « *Et les États ont également annoncé qu'ils ne laisseraient tomber ni les banques, ni leurs personnels. Ils ont promis qu'en cas de faillites des banques, les épargnants seraient dédommagés jusqu'à 100.000 €, dans le cas de la Belgique et d'autres pays européens* », ajoute M. Gérard. Autant de promesses faites pour restaurer la confiance et éloigner le risque de pareil sinistre.

et au niveau vous plaît! »

« ENTUBÉS PAR DES ESCROCS »

Concernant le contrôle des banques, la manière d'agir de la CBFA et sa collaboration avec la Banque nationale ont été défendues par le président de la CBFA, Jean-Paul Servais. Devant la commission mixte des Finances des Chambre et Sénat, il a soutenu leurs actions, y compris le contrôle du rachat pour 24 milliards d'ABN Amro par Fortis, considéré comme crédible fin 2007. Cette défense n'a pas convaincu tous les parlementaires, M. de Donnée (MR) estimant toutefois que « la faute revenait à des dirigeants financiers qui se sont laissés entubés par des escrocs ».

De son côté, le gouverneur de la Banque nationale, Guy Quaden, a souligné que les autorités politiques et monétaires avaient bien pris des mesures. Mais, contrairement à M. Servais, il a également plaidé pour la création d'une structure de coordination européenne.

RÉGULATION MONDIALE, SVP!

Cette idée rejoint d'autres propos du professeur Marcel Gérard: « Au final, ce sont les travailleurs qui risquent de ne plus avoir de crédits et les contribuables qui vont payer les mesures prises par les gouvernants. On doit appeler à une montée de la puissance publique au même niveau géographique que se trouve la puissance financière. Car la finance est devenue beaucoup plus globale que la souveraineté des États. En Europe, il n'y a pas de véritable autorité bancaire centrale et chacun y va un peu à sa manière. Ce qui entraîne un déséquilibre, notamment d'informations, entre vendeur et acheteur, contrôleur et contrôlé. »

Au libéral partisan du marché pur, on peut donc rétorquer que le marché financier n'en est pas véritablement un, puisqu'il y a asymétrie dans les relations. Dire cela, c'est reconnaître que l'économie

de marché n'est efficiente que si des mesures en assurent le bon fonctionnement, notamment des mesures de contrôle. « Il faut réguler, et au niveau mondial s'il vous plaît! », conclut M. Gérard.

En attendant, nombre de gouvernements sont devenus actionnaires de banques, sans que cela ne donne l'impression, au moment d'écrire ces lignes, de rassurer tout à fait le public. Pour le professeur Gérard, c'était pourtant la seule solution à court terme. « Mais à long terme,

cela pose la question du renforcement du caractère national des établissements concernés au sein d'une économie mondialisée, ainsi que la question du rôle de l'État dans l'économie. Après tout, gérer des institutions bancaires n'est pas une fonction habituelle de l'État et pourrait amener à d'autres dérives. »

DEHAENE AUX COMMANDES

Ainsi, bien que signal fort, la nomination à la tête de Dexia de l'ancien Premier Ministre Jean-Luc Dehaene et du Français Pierre Mariani, ancien collaborateur et proche de Nicolas Sarkozy, pose la question des rapports entre politique et finance. « On peut bien comprendre que les États interviennent dans le secteur financier parce que c'est un secteur stratégique pour l'économie. Mais on comprend moins qu'ils s'y installent pour longtemps », ajoute Marcel Gérard.

Lequel espère, quand les choses se seront calmées, qu'on pourra profiter de ce qu'il y a de grosses participations publiques pour revoir les législations, les pratiques financières et la protection des épargnants au niveau européen voire mondial. « Ensuite, les États pourront revendre ces participations à un public qui aura repris confiance... » Avec un bénéfice pour chaque concitoyen? ■

Jacques BRIARD

FAITS



PRÉSIDENT. Kgalema Motlanthe est devenu président de l'Afrique du Sud jusqu'aux élections de 2009 à la suite de la démission de Thabo Mbeki. Ce dernier avait été soupçonné d'être intervenu dans un procès pour corruption contre Jacob Zuma, ancien vice-président devenu leader de l'ANC et probable prochain président sud-africain.

MOTEURS. « Saints et martyrs comme moteurs de l'unité de l'Église » est le thème traité du 29 octobre au 2 novembre au monastère de Bose, en Italie. Car ces hommes et ces femmes représentent un patrimoine commun et une source d'inspiration pour les diverses traditions chrétiennes.

ÉCARTÉS. À Mindanao (Philippines), où vivent des musulmans, des chrétiens et des tribaux, ces derniers ont été mis de côté dans un projet d'accord pour la répartition des terres proposé par les autorités comme préalable à la création d'une région musulmane autonome élargie. D'où des violences bloquant le travail des partenaires d'Entraide et Fraternité, tant en matière de pacification que pour un développement durable au niveau des diverses communautés.

SRI LANKA. Devant la nouvelle escalade de violences frappant les non-combattants dans la guerre civile qui sévit au Sri Lanka depuis vingt-cinq ans, le Conseil œcuménique des Églises (COE) a appelé au respect du droit international relatif au déplacement des personnes dans leur propre pays.



SOCIALEMENT RESPONSABLES

La banque autrement, c'est possible

Une autre façon d'investir existe : le « durable ».

C'est la formule développée par la banque Triodos, en grande forme à l'heure actuelle. Les nouveaux clients affluent.

« **L**A CRISE du crédit n'affecte pas la banque Triodos ». Ainsi commençait, fin août, le communiqué publié par la « banque durable ». Pour son directeur Olivier Marquet, cela tient à quatre choses : la préoccupation constante du lien entre les investisseurs « socialement responsables » et les entreprises à financer, l'ancrage des transactions dans l'économie réelle, un rejet du profit pour lui-même et l'absolue transparence. « Triodos publie tous les trois mois ses comptes, son bilan social, etc. C'est aussi la seule banque qui communique en détail les projets dans lesquels elle investit les fonds de ses clients. Épargnants et investisseurs savent exactement à quoi leur argent est utilisé », explique M. Marquet. Ainsi, par exemple, lors d'une journée annuelle, les clients épargnants ont l'occasion de rencontrer les clients crédits.

SPÉCULATIONS PROSCRITES

Triodos n'est pas pour autant une organisation caritative. « Nous visons bien sûr le bénéfice, mais ce n'est pas un but en soi. Nous recherchons la

croissance pour la pénétration du marché, mais l'objectif est bien de financer un monde durable : les énergies nouvelles ou les initiatives solidaires, par exemple. »

Enfin, la banque possède des certificats d'actions très stables. « D'une part, le certificat n'est pas l'objet d'investisseurs opportunistes exclusivement mus par des objectifs à court terme. Cela nous donne la latitude de nous concentrer sur la réalisation de nos objectifs. D'autre part, nous ne sommes pas cotés en Bourse et nous ne pouvons faire l'objet d'OPA car il est impossible d'acquérir la majorité des actions. » Résultat : Triodos ne fait l'objet d'aucune spéculation.

OUVERTURES DE COMPTES EN HAUSSE

Triodos a-t-elle la formule magique pour passer entre les crises ? « Je ne prétends pas qu'on n'a rien à craindre. Restons modestes, s'il y a un krach bancaire mondial, ce n'est pas nous qui allons pouvoir tout soutenir. Mais notre façon de faire nous permet de passer à côté de la crise du crédit et même de la crise boursière », répond Olivier



OLIVIER MARQUET.

« Chez nous, le bénéfice n'est pas un objectif en soi. »

Marquet, qui ne veut pas se faire donneur de leçon. Mais quand même. « Je ne dis pas que toutes les banques devraient adopter nos principes. Mais peut-être au moins les intégrer pour changer le secteur bancaire qui dérive complètement... »

L'avenir de Triodos semble en tout cas assuré. Au premier semestre, elle affichait un taux de croissance de 8 %. Une croissance équivalente a ensuite été réalisée sur les deux seuls mois de vacances. Et ça continue... Elle enregistre dix fois plus d'ouvertures de compte que d'habitude. Peur de la crise ? Fuite hors des autres banques ? Les raisons de cet engouement semblent se situer ailleurs. « Nous nous sommes renseignés et, a priori, il ne s'agit pas de clients 'opportunistes', mais de gens qui se sont bien renseignés sur notre façon de faire. Certains nous disent : On y pensait depuis longtemps et la crise ambiante nous en a donné l'impulsion. Il y a en tous cas une réflexion préalable. »

DES ÉPARGNANTS CONSCIENTS

Cette réflexion, le Réseau de financement alternatif (voir p. 5) tente de la susciter, en convaincant notamment le public d'investir de manière socialement responsable. « La majorité des gens n'ont absolument pas conscience du mécanisme financier. Ils ne savent pas ce que les banques font de leur argent, dans quoi elles l'investissent, quels risques elles prennent avec... Ils tombent des nues devant une crise comme celle-ci ou quand on leur

VISION DE CRISE

« Quel abominable gâchis ! », s'exclame Olivier Marquet, en abordant la crise. Pour lui, le dérapage du secteur bancaire est certain. « Il y a eu notamment une perte de bon sens sur la prise de risque et sur la rémunération du risque... C'est tout le système qui pousse à des risques irraisonnés : quand un directeur de banque investit, soit il gagne, soit il perd. Mais il s'en va quand même avec un parachute doré. Rien là-dedans ne l'incite à la prudence... »

Le directeur de Triodos n'imagine pas l'avenir en rose. « Le crédit va devenir plus cher. En ajoutant à cela l'impact de l'inflation, on peut prédire que ce sont les moins nantis qui en pâtiront les premiers. Et les entreprises novatrices ou fragiles trouveront difficilement à se financer. » Le banquier voudrait ne pas être aussi pessimiste. « Mais il serait naïf de croire que cette crise ne va pas avoir de conséquences lourdes. Il n'y a qu'à voir, aux États-Unis, c'est incroyable : les centres commerciaux sont vides ! »

A.D.

explique que leur épargne sert à financer l'achat d'armes, etc. ».

Le Réseau mène donc des actions « d'éducation financière », notamment à l'attention des jeunes. Parce que placer son argent, c'est loin d'être un acte anodin et neutre. Certains s'en rendent compte maintenant... ■

Annelise DETOURNAY

La bourse et l'Évangile ?
Inconciliables ?
Qu'en pensez-vous ?

Donnez-nous votre avis.

La page « courrier »
vous appartient.
Rendez-vous page 31.

INDICES

CONTRÔLE. Le gouvernement de l'Équateur a repris le contrôle des ressources naturelles et de la politique salariale, y compris dans le secteur privé. La réforme de la constitution proposée en ce sens a en effet été votée par les deux-tiers de la population.

CRISE. Dans une lettre envoyée au gouvernement américain, le Comité pour la justice intérieure et le développement humain de la Conférence épiscopale propose cinq principes clés pour sortir de la crise financière. Il dénonce « une éthique économique qui place le gain au-dessus de toutes les autres valeurs » et rappelle que « le principe de la solidarité nous engage à poursuivre le bien commun, et non la recherche du gain personnel ou de l'avantage économique ».



INTERDICTION.

Le gouvernement britannique propose d'abolir la loi qui interdit aux catholiques de monter sur le trône depuis plus de trois siècles. Le Premier ministre a ordonné une révision de la Constitution impliquant la renonciation aux dispositions anti-catholiques de l'Acte d'Établissement de 1701. Si la loi est adoptée, un héritier de la couronne non protestant pourra à nouveau accéder au pouvoir en Angleterre.

APPEL. À l'occasion de la reprise du dialogue communautaire en Belgique, six associations pour la paix ont publié un appel pour sensibiliser les responsables politiques à un « dialogue de paix ».

www.sortirdelaviolence.org/